

Adoption en CFVU	10/10/2023
Date de mise en ligne (intranet, internet)	17/10/2023
Date de transmission au rectorat	17/10/2023



RÈGLEMENT DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

DOMAINE : Droit, économie, gestion
MASTER MENTION : Droit privé

Diplômes gérés par le département des masters de droit privé de l'École de droit de la Sorbonne :

Master 1^{ère} année :

- parcours « droit privé » : **M1E401**

Master 2^{ème} année :

- parcours « droit privé général » : **MIE501**
- parcours « contrat, biens et responsabilité » : **MIE502**
- parcours « personne et famille » : **MIE503**
- parcours « droit du patrimoine approfondi » : **MIE504**
- parcours « droit des assurances » : **MPE503** – en formation initiale et **MPE50X** en formation en apprentissage
- parcours « risques médicaux et responsabilité » : **MIE50N** (également adossé à la mention « droit de la santé » du département des masters de droit public de l'École de droit de la Sorbonne – **MIA509**)
- parcours « droit de l'immobilier » : **MIA506, MIA512** (également adossé à la mention « droit public » du département des masters de droit public de l'école de droit de la Sorbonne - **MIA502, , MIA513**) – formation initiale et formation en apprentissage
- parcours « histoire de la pensée juridique moderne » : **MRE50A et MRE50C** – en partenariat avec l'Université Paris Cité : **MRE50B et MRE50D**
- parcours « droit patrimonial vietnamo-français – délocalisé au Vietnam » : **MPE5D2**

Diplômes gérés par le service de la Formation continue Panthéon-Sorbonne :

Master 2^{ème} année :

- parcours « droit et management de l'habitat social » : **MPT513** (diplôme également adossé à la mention « droit public » : **MPT512**) – en formation continue

Diplômes gérés par le service de la Formation continue Panthéon-Sorbonne :

Master 1^{ère} année :

- parcours « droit privé » : **M1V401**

Master 2^{ème} année :

- parcours « droit privé » : **MIV507**
- parcours « droit privé approfondi » : **MIV501**

Vu les articles L. 612-6 et L. 612-6-1 du code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master ;

Vu l'arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master ;

Vu la loi n° 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat ;

Vu le décret n° 2018-642 du 20 juillet 2018 modifiant le décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master ;

Vu le décret n° 2017-1652 du 30 novembre 2017 modifiant les dispositions du code de l'éducation relatives aux stages et aux périodes de formation en milieu professionnel ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master ;

Vu les articles D. 613-17 à 25 du code de l'éducation relatif aux diplômes en partenariat international.

En demandant son admission en master, l'étudiant s'engage à respecter les dispositions du règlement de contrôle des connaissances ci-dessous. Ce règlement peut être complété par des dispositions spécifiques dans le cas notamment de formations en lien avec des professions réglementées.

I. GÉNÉRALITÉS

1. Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master.
2. Au sein d'une même mention, un master permet l'acquisition de compétences transversales communes aux différents parcours de formation.
3. Lors de la procédure d'accréditation d'un établissement, le ministre chargé de l'enseignement supérieur veille à l'existence d'un socle commun aux différents parcours d'une même mention défini en termes de compétences et garant d'une réelle cohérence pédagogique.

La formation conduisant au diplôme national de master comprend des enseignements théoriques, méthodologiques et appliqués et une ou plusieurs expériences en milieu professionnel, notamment sous la forme de stages au sens du décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 et du décret n° 2017-1652 du 30 novembre 2017, relatifs à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages.

La formation comprend obligatoirement une initiation à la recherche et, notamment, la rédaction d'un mémoire ou d'autres travaux d'études personnels.

4. L'offre de formation est structurée en semestres. Quatre semestres au niveau master.
5. Conformément aux articles D. 611-1 à D. 611-6 du code de l'éducation, la formation est organisée, au sein de chaque mention, sous la forme de parcours de formation initiale et continue formant des ensembles cohérents d'unités d'enseignement et organisant des progressions pédagogiques adaptées, au regard des finalités du diplôme.
6. Conformément à la circulaire n° 2015-122 du 22-07-2015, une période d'expérience personnelle dite de « césure » est possible durant le cursus des étudiants. Un document annexe à ce règlement de contrôle de connaissances en précise les modalités. **Le présent paragraphe ne concerne pas les étudiants de l'Institut d'études à distance.**

II. ORGANISATION DES ÉTUDES

1. Une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits pour le niveau master, 30 crédits par semestre. Cette référence permet de définir la valeur en crédits de l'ensemble des diplômes.

Pour les étudiants de l’Institut d’études à distance :

1. Une référence commune est fixée correspondant à l’acquisition de 120 crédits pour le niveau master, 30 crédits par semestre. Cette référence permet de définir la valeur en crédits de l’ensemble des diplômes.
2. Le master intègre un enseignement visant la maîtrise d’au moins une langue étrangère conformément au cadre européen commun de référence pour les langues. L’enseignement de langue est dispensé de préférence sur les deux années du master. Cet enseignement est sanctionné par des crédit ECTS.

III. CONDITIONS D’ACCÈS

1. Pour être inscrit en première année du diplôme de master, les étudiants doivent justifier :
 - soit d’un diplôme national conférant le grade de licence dans un domaine compatible avec celui du diplôme national de master concerné ;
 - soit d’une des validations prévues aux articles L. 613-3 (validation d’études supérieures accomplies en France ou à l’étranger), L. 613-4 (validation des acquis de l’expérience) et L. 613-5 (validation d’acquis) du code de l’éducation.
2. Pour les masters dans lesquels il a été fixé des capacités d’accueil pour la première année du deuxième cycle, l’admission de l’étudiant peut être subordonnée à un concours ou à des modalités d’examen de sa candidature (examen, dossier, entretien).
3. L’admission en 2^{ème} année de master, dans un parcours à finalité indifférenciée, recherche ou professionnelle est prononcée par le chef d’établissement sur proposition du responsable de la formation, après avis de la commission pédagogique du parcours concerné et sous réserve de la validation de la première année de master.

Master 2 parcours « droit patrimonial vietnamo-français »

1. L’accès au master 2 mention « droit privé », parcours « droit patrimonial vietnamo-français », est réservé aux étudiants justifiant d’un master 1 en droit, du DU de « droit patrimonial vietnamo-français » de l’Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, du DU de « droit patrimonial vietnamo-français » de l’Université Paris II Panthéon-Assas ou d’un diplôme sanctionnant quatre années d’études juridiques.
2. L’accès au Master 2 professionnel mention Droit privé, parcours-type droit patrimonial vietnamo-français, est réservé aux étudiants justifiant d’un niveau de langue anglaise suffisant (équivalent à une niveau B2) ; ce niveau en sera attesté par un enseignant en langue de l’Université nationale du Vietnam à Hô-Chi-Minh-Ville ou de l’université d’origine de l’étudiant.
3. Les étudiants seront présélectionnés par l’Université nationale du Vietnam à Hô-Chi-Minh-Ville sur l’excellence de leur niveau académique et seront alors recommandés à l’Université Paris 1 en vue de leur admission au programme.

Pour les étudiants de l’Institut d’études à distance :

A. Conditions d'accès en master 1^{ère} année :

1. Pour être inscrit en première année du diplôme de master, les étudiants doivent justifier :
 - soit d’un diplôme national conférant le grade de licence dans un domaine compatible avec celui du diplôme national de master concerné (*Licence en Droit*) ;
 - soit d’une des validations prévues aux articles L. 613-3 (validation d’études supérieures accomplies en France ou à l’étranger), L. 613-4 (validation des acquis de l’expérience) et L. 613-5 (validation d’acquis) du code de l’éducation.

Des capacités d’accueil ayant été fixées, l’admission de chaque étudiant est, en outre, subordonnée à des modalités d’examen de sa candidature (examen, dossier, entretien).

B. Conditions d'accès en master 2^{ème} année :

1. L'admission en 2^{ème} année de master, dans un parcours à finalité indifférenciée, recherche ou professionnelle est prononcée par le chef d'établissement sur proposition du responsable de la formation, après avis de la commission pédagogique du parcours concerné et sous réserve de la validation de la première année de ce même (loi n° 2106-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français du système Licence-Master-Doctorat) et du respect des règles d'inscription ci-dessous.
2. Exception est faite lorsque, à titre dérogatoire, les mentions peuvent être soumises à sélection selon les capacités d'accueil, un concours ou l'examen des candidatures, conformément au décret prévu à cet effet.

L'admission en 2^{ème} année de master dans un parcours à finalité indifférenciée, recherche ou professionnelle, des étudiants dont la demande d'inscription en 1^{ère} année de master n'a pas fait l'objet de l'examen prévu en III A est prononcée par le directeur de l'Institut sur proposition du responsable de la formation, après avis de la commission pédagogique du parcours concerné et sous réserve de la validation de la première année de master.

IV. INSCRIPTIONS

1. L'inscription administrative est annuelle conformément aux dispositions nationales.
2. L'inscription pédagogique est faite en début d'année universitaire pour les semestres 1 et 2 puis pour les semestres 3 et 4, avec possibilité de modifications au plus tard dans les deux semaines qui suivent le début du semestre d'enseignement.
Tout étudiant répondant aux conditions prévues par la charte des étudiants salariés peut bénéficier des dispositions prévues à ladite charte (cf. site <http://www.univ-paris1.fr/>, rubrique « Vie étudiante »).
3. Inscription par transfert :
Les modalités de prise en compte du parcours réalisé par l'étudiant dans l'établissement d'origine sont définies par le règlement propre à chaque formation.

Les demandes de transfert en vue de l'entrée en master 1 peuvent être acceptées dans la limite de la capacité d'accueil sur avis favorable de la commission des transferts de la composante.

Les demandes de transfert liées à un changement d'orientation sont examinées par la commission « d'équivalence » de la composante.

La validation des acquis et des acquis de l'expérience fait l'objet d'une décision de la commission de validation des acquis, après examen du dossier constitué par le candidat. La décision de validation peut être conditionnelle et comporter, par exemple, l'obligation de suivre certains enseignements de licence.

La validation se fait par unité d'enseignement (UE) entières, ou par éléments constitutifs (EC) d'UE, sous la forme de dispenses, sans attribution de note. Les crédits *European Credits Transfer System* (ECTS) correspondants sont acquis. En revanche, ces UE ou EC n'entrent pas dans le calcul de la compensation.

La validation d'études effectuées en France ou à l'étranger fait l'objet d'une décision de la commission/jury de validation compétente de la composante.

4. Dans les filières en lien avec les professions réglementées, le nombre d'inscription est limité en master 1^{ère} année où il est subordonné à la décision du jury.

5. En dehors des professions réglementées, en master 1^{ère} année une troisième inscription ne pourra être accordée qu'à titre exceptionnel par décision du président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur proposition du responsable pédagogique du diplôme.
6. En master 2^{ème} année, le redoublement d'un semestre ou de l'année ne peut être accordé qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'Université sur proposition du responsable pédagogique du diplôme.
7. En master 2^{ème} année, en application de la loi n° 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat l'inscription en deuxième année de master est de droit, dans la même mention, sous réserve de validation de la première année de master.
8. L'inscription administrative engage l'étudiant à suivre l'intégralité du cycle de formation (Licence, Master) proposé soit au sein du département d'enseignement de l'École de droit de la Sorbonne (département des Licences, département des masters de droit public, département des masters de droit privé, département des masters de droit international, européen et comparé), soit au sein de l'Institut d'études à distance (IED) de l'École de droit de la Sorbonne, auquel il s'est inscrit, sans qu'il puisse prétendre passer de l'un à l'autre au cours du cycle Licence ou de Master. Si toutefois un étudiant souhaitait intégrer un autre type de formation, il devra constituer un dossier sur ECandidat.

Pour les étudiants de l'Institut d'études à distance :

Les étudiants de l'Institut d'études à distance sont concernés par les paragraphes 1, 2 – à l'exception de la partie « *Tout étudiant répondant aux conditions prévues par la charte des étudiants salariés peut bénéficier des dispositions prévues à ladite charte (cf. site <http://www.univ-paris1.fr/>, rubrique « Vie étudiante » - , 3 à 5, 7 et 8.*

S'ajoute :

1. Réinscription

En master 1^{ère} année une troisième inscription ne pourra être accordée qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'université sur proposition du responsable pédagogique du diplôme. En master 2^{ème} année, le redoublement d'un semestre ou de l'année ne peut être accordé qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'université sur proposition du responsable pédagogique du diplôme.

V. MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

A. Master 1^{ère} année

1. Pour les 60 premiers crédits : l'appréciation des connaissances et des aptitudes dans les UE constitutives d'un semestre résulte d'un contrôle continu et d'épreuves écrites anonymes, le cas échéant.
2. Elle peut aussi comporter :
 - des examens oraux, lesquels peuvent être remplacés par des tests écrits,
 - la rédaction d'un mémoire,
 - un stage,
 - un projet tutoré.
3. Sur dérogation, le contrôle des connaissances et des aptitudes des étudiants engagés dans la vie professionnelle ou dans l'impossibilité absolue d'assister aux travaux dirigés et aux conférences de méthode et qui en ont été dispensés est effectué sous la forme d'examens terminaux écrits et oraux pour l'ensemble des matières faisant l'objet de contrôle continu ou pour une ou plusieurs matières faisant l'objet de contrôle continu.

4. Les épreuves écrites organisées dans le cadre des travaux dirigés bénéficient des mêmes conditions de correction et d'anonymat que les épreuves écrites visées au paragraphe V.1.
5. L'examen est organisé après chaque semestre d'enseignement. Dans les matières faisant l'objet d'une épreuve terminale et d'un contrôle continu, la part du contrôle continu dans la note finale est de 50%.
6. La session de rattrapage a lieu dans un délai de 15 jours minimum après les résultats de la session initiale. Un dispositif pédagogique de soutien arrêté par la commission de la formation et de la vie universitaire est mis en place. A défaut, la session de rattrapage a lieu deux mois au moins après la session initiale.
7. Projet personnel :
Le choix du projet personnel doit être autorisé par le responsable désigné à cet effet.
Il fait l'objet d'une évaluation sur rapport.
Pourront notamment rentrer les activités suivantes dans le projet personnel :
 - participation à la clinique juridique,
 - participation à un concours de plaidoirie ou d'éloquence,
 - participation à des travaux collectifs de recherche encadrés par un centre de Paris 1,
 - responsabilité éditoriale ou scientifique dans une revue étudiante.

B. Master 1^{ère} et 2^{ème} année

1. Le contrôle continu doit comprendre au moins deux notes par matière. Des dérogations peuvent être accordées par les conseils d'UFR ou de composantes pour les matières exigeant des travaux de rédaction relatifs à(aux) thématique(s) abordée(s) en séminaire.
2. L'assiduité aux travaux dirigés et conférences de méthode est obligatoire en M1, l'assiduité aux enseignements est obligatoire en M2. Il ne peut être toléré plus de trois absences motivées par semestre en master 1^{ère} année et de deux absences motivées en master 2^{ème} année.
La limitation ci-dessus n'est pas applicable en cas de maladie de longue durée, de grossesse ou de handicap.
3. Les épreuves de soutenance d'un mémoire de recherche ou d'évaluation d'un stage inclus dans la formation peuvent avoir lieu exceptionnellement en septembre. Le jury tient une nouvelle délibération pour tenir compte du résultat de ces épreuves.
4. Stage (cf. le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014, décret n° 2017-1652 du 30 novembre 2017) :
Les étudiants ont la possibilité, dans le cadre de leur cursus pédagogique, - le volume pédagogique d'enseignement de deux cents heures comporte un minimum de cinquante heures dispensées en présence des étudiants -, de réaliser un stage, y compris en dehors des périodes d'enseignement, donnant lieu à la rédaction d'un rapport. Ce stage, qui a pour but d'acquérir des compétences en cohérence avec la formation, doit être autorisé par le responsable pédagogique du parcours de la mention et est placé sous la tutelle d'un enseignant (cf. <https://www.pantheon-sorbonne.fr/formation/insertion-professionnelle>, rubrique « Insertion professionnelle »).
La date butoir pour terminer un stage est fixée au 31 août pour la 1^{ère} année de master.

La fixation de la date de fin d'année universitaire au 31 décembre de l'année pour une inscription en master 2 et diplôme d'université de niveau 7 (cadre national des certifications professionnelles). Cette disposition ne s'applique pas aux étudiants inscrits au titre du régime des césures. Les délibérations de jury et la notification des résultats de jury doivent être effectués avant le 30 novembre. Les stages doivent être achevés avant le 31 décembre. La date limite de début du stage en master 2 est le 15 septembre. Aucune convention de stage dont le terme serait supérieur au 31 décembre ne peut être signée.

C. Master 2^{ème} année

1. Un examen est organisé pour chaque semestre d'enseignement. Les épreuves ont lieu selon le cas à la fin de chaque semestre ou de l'année universitaire.

2. L'assiduité aux cours et séminaire est obligatoire. Il ne peut être toléré plus de deux absences motivées en master 2^{ème} année.
La limitation ci-dessus n'est pas applicable en cas de maladie de longue durée, de grossesse ou de handicap.
3. Le contrôle des aptitudes et des connaissances comporte suivant le cas :
 - un contrôle continu,
 - des épreuves écrites anonymes,
 - des examens oraux,
 - un mémoire,
 - un stage, le cas échéant.
4. Chaque conférence fait l'objet d'une note de contrôle continu de 0 à 20 arrêtée par le responsable de la formation sur proposition des enseignants.
5. Le responsable de la formation détermine l'enseignement théorique qui fait l'objet d'une épreuve écrite de cinq heures notée de 0 à 20.
6. Le ou les autres enseignements théoriques font chacun l'objet d'une interrogation orale notée de 0 à 20.
7. Les épreuves de soutenance d'un mémoire de recherche ou d'évaluation d'un stage inclus dans la formation peuvent avoir lieu en septembre. Le jury tient une nouvelle délibération pour tenir compte du résultat de ces épreuves.
8. **Stage** (cf. le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014, décret n° 2017-1652 du 30 novembre 2017) : Les étudiants ont la possibilité, dans le cadre de leur cursus pédagogique, - le volume pédagogique d'enseignement de deux cents heures comporte un minimum de cinquante heures dispensées en présence des étudiants -, de réaliser un stage, y compris en dehors des périodes d'enseignement, donnant lieu à la rédaction d'un rapport. Ce stage, qui a pour but d'acquérir des compétences en cohérence avec la formation, doit être autorisé par le responsable pédagogique du parcours de la mention et est placé sous la tutelle d'un enseignant (cf. <https://www.pantheonsorbonne.fr/formation/insertion-professionnelle>, rubrique « Insertion professionnelle »).

La fixation de la date de fin d'année universitaire au 31 décembre de l'année pour une inscription en master 2 et diplôme d'université de niveau 7 (cadre national des certifications professionnelles). Cette disposition ne s'applique pas aux étudiants inscrits au titre du régime des césures. Les délibérations de jury et la notification des résultats de jury doivent être effectués avant le 30 novembre. Les stages doivent être achevés avant le 31 décembre. La date limite de début du stage en master 2 est le 15 septembre. Aucune convention de stage dont le terme serait supérieur au 31 décembre ne peut être signée.

Master 2 parcours « droit des assurances »

Le stage doit être d'une durée de 2 mois. Il est évalué par le directeur de stage.

Master 2 parcours « droit patrimonial vietnamo-français »

Langues et notation des enseignements :

1. La langue des cours pour les enseignements dispensés par l'Université nationale du Vietnam à Hô-Chi-Minh-Ville est l'anglais.
2. Les langues pour les enseignements des enseignants et notaires français sont le français et/ou l'anglais. Une traduction simultanée, en anglais ou en vietnamien, peut être mise en place pour les enseignements dispensés en français. Le cas échéant, les frais de traduction seront intégralement pris en charge par l'Université nationale du Vietnam à Hô-Chi-Minh-Ville (cf annexe 2).
3. Les langues d'évaluation sont le français et/ou l'anglais.
L'examen est effectué dans la même langue que celle utilisée par l'enseignant pendant le cours.
4. La notation des épreuves et le règlement du contrôle des connaissances (cf. annexe 4) sont prévus dans le descriptif des enseignements en annexe (cf. annexe 1). Les notes sont exprimées sur 20 points.

- Il n'est organisé qu'une seule session d'examen (selon les RCC en vigueur).
5. Un stage est à réaliser par chaque étudiant, au cours du second semestre. Ce stage est effectué au Vietnam. À l'issu de ce stage, les étudiants rédigent un rapport de stage, en anglais ou en français. Ce rapport de stage fera l'objet d'une évaluation par le comité pédagogique, et servira à valider l'UE n°4 (cf. annexes 1 et 3). Le rapport de stage donne lieu à soutenance.
 6. Dans le cas où les étudiants opteraient pour la rédaction d'un mémoire, en vue de valider l'UE n°4, la rédaction et l'évaluation de ce mémoire se ferait dans la langue choisie par l'étudiant et son directeur de mémoire (langue vietnamienne, française ou anglaise).

Pour les étudiants de l'Institut d'études à distance :

A. Dispositions communes

1. L'assiduité aux webconférences et aux conférences de méthode est obligatoire en M1, l'assiduité aux enseignements est obligatoire en M2. Il ne peut être toléré plus de trois absences motivées par semestre en master 1^{ère} année et de deux absences motivées en master 2^{ème} année. La limitation ci-dessus n'est pas applicable en cas de maladie de longue durée, de grossesse ou de handicap.
2. Les épreuves de soutenance d'un mémoire de recherche ou d'évaluation d'un stage inclus dans la formation peuvent avoir lieu exceptionnellement en septembre. Le jury tient une nouvelle délibération pour tenir compte du résultat de ces épreuves.
3. **Stage** (cf. le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014, décret n° 2017-1652 du 30 novembre 2017) : Les étudiants ont la possibilité, dans le cadre de leur cursus pédagogique, - le volume pédagogique d'enseignement de deux cents heures comporte un minimum de cinquante heures dispensées en présence des étudiants -, de réaliser un stage, y compris en dehors des périodes d'enseignement, donnant lieu à la rédaction d'un rapport. Ce stage, qui a pour but d'acquérir des compétences en cohérence avec la formation, doit être autorisé par le responsable pédagogique du parcours de la mention et est placé sous la tutelle d'un enseignant (cf. <https://www.pantheonsorbonne.fr/formation/insertion-professionnelle>, rubrique « Insertion professionnelle »).

La fixation de la date de fin d'année universitaire au 31 décembre de l'année pour une inscription en master 2 et diplôme d'université de niveau 7 (cadre national des certifications professionnelles). Cette disposition ne s'applique pas aux étudiants inscrits au titre du régime des césures. Les délibérations de jury et la notification des résultats de jury doivent être effectués avant le 30 novembre. Les stages doivent être achevés avant le 31 décembre. La date limite de début du stage en master 2 est le 15 septembre. Aucune convention de stage dont le terme serait supérieur au 31 décembre ne peut être signée.

B. Master 1^{ère} année

1. Pour les 60 premiers crédits : l'appréciation des connaissances et des aptitudes dans les UE constitutives d'un semestre résulte d'un contrôle terminal, d'épreuves orales et d'épreuves écrites anonymes, le cas échéant. Les examens oraux peuvent être remplacés par une épreuve écrite anonyme d'une heure.
2. Elle peut aussi comporter :
 - des examens oraux, lesquels peuvent être remplacés par des tests écrits,
 - la rédaction d'un mémoire,
 - un stage,
 - un projet tutoré.
3. Une première session d'examen est organisée après la fin des enseignements. Un délestage de tout ou partie des matières peut, en outre, être organisé.

La session de rattrapage a lieu dans un délai de 15 jours minimum après les résultats de la session initiale. Un dispositif pédagogique de soutien arrêté par la commission de la formation et de la vie universitaire est mis en place. A défaut, la session de rattrapage a lieu deux mois au moins après la session initiale.

C. Master 2^{ème} année

L'appréciation des connaissances et des aptitudes dans les UE constitutives d'un semestre résulte, au choix de l'enseignant responsable de la matière, soit d'un contrôle continu, soit d'un contrôle terminal, sous forme d'épreuves orales et/ou d'épreuves écrites anonymes, le cas échéant. Les examens oraux peuvent être remplacés par une épreuve écrite anonyme d'une heure.

Il n'y a pas de seconde session.

VI. NOTATION DES ÉPREUVES :

A. Notes, coefficients, crédits :

La notation des épreuves et les modalités de contrôle des aptitudes et des connaissances sont les suivantes :

B. Bonifications pour la 1^{ère} année de master – concerne également les étudiants de l'Institut d'études à distance

1. Les matières donnant lieu à bonification sont notées sur 20. Ne sont comptabilisés au titre du bonus que les points au-dessus de la moyenne.
2. Les étudiants ayant choisi de suivre un enseignement donnant lieu à bonification peuvent bénéficier d'une majoration maximale de 0,5 point sur la moyenne coefficientée du semestre.
3. Les enseignements d'activités physiques et sportives ou les enseignements des activités culturelles, enfin les engagements citoyens, sont proposés au titre des bonifications dans toutes les formations de M1 quand ils ne figurent pas parmi les enseignements obligatoires ou optionnels du programme de la formation.

4. Mention du « mentorat »

La participation à un programme d'accompagnement d'étudiants « mentorat » peut donner lieu à bonification. Celle-ci est octroyée par le jury sur proposition de l'enseignant responsable dudit programme. **Le présent paragraphe ne concerne pas les étudiants de l'Institut d'études à distance.**

C. Capitalisation et compensation pour les 1^{ère} et 2^{ème} année de master – concerne également les étudiants de l'Institut d'études à distance

1. Les crédits et les unités d'enseignement peuvent être acquis par réussite à l'examen ou par compensation.
2. Unités d'enseignements :
Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. L'acquisition d'une unité d'enseignement entraîne délivrance des crédits correspondant à cette unité. Une unité d'enseignement ne peut être obtenue si l'étudiant ne se présente pas à une épreuve.
3. Sont capitalisables les éléments constitutifs d'unité d'enseignement pour lesquels l'étudiant a obtenu la moyenne. Les crédits européens qui leur sont attachés sont acquis par l'étudiant.
4. Semestre :

Le semestre d'enseignement est validé si l'étudiant y a obtenu la moyenne. L'acquisition d'un semestre entraîne délivrance des crédits correspondants.

5. Compensation annuelle :

Elle est de droit pour les étudiants ayant obtenu la moyenne arithmétique pour les deux semestres de l'année.

Les étudiants défaillants ne peuvent bénéficier de cette disposition. Des dispositions spécifiques peuvent être prises pour les filières visées au paragraphe IV. 4.

Pour le calcul de la moyenne, il est tenu compte des coefficients attribués à chaque épreuve.

6. La compensation ne peut avoir lieu que si toutes les épreuves ont été effectivement passées.

7. Validation des périodes d'études effectuées à l'étranger :

Lorsque le projet a été accepté par le responsable pédagogique et que l'étudiant a obtenu la validation de sa période d'études par l'établissement étranger, il bénéficie des crédits européens correspondant à cette période d'études sur la base de 30 crédits pour l'ensemble des unités d'enseignement d'un semestre.

VII. CONDITIONS D'OBTENTION DU DIPLÔME – concerne également les étudiants de l'Institut d'études à distance

A. Obtention du titre de maîtrise

1. Le jury délibère, à l'issue de la première année de master, en vue de la délivrance de la maîtrise mention « droit privé ».

Pour obtenir la maîtrise, l'étudiant doit soit valider le semestre 1 et le semestre 2 du master 1, soit obtenir 60 crédits par les règles de compensation décrites au point VI.5.

2. En cas d'obtention, le diplôme est édité à la demande de l'étudiant.

3. La validation du diplôme est assortie des mentions suivantes :

- Passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10/20 ;
- Assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12/20 ;
- Bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14/20 ;
- Très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16/20 ;

B. Jury

1. Le jury comprend les enseignants qui ont participé à la notation des épreuves. Il statue souverainement sur les résultats de contrôle des connaissances et décide du résultat définitif en vue de la validation du semestre, des unités d'enseignement ou enseignements, et attribue le titre de maîtrise. Il peut décerner des points de jury.

2. Le président du jury est désigné par le président de l'université ou, sur délégation, par le directeur de l'UFR ou de l'Institut responsable de la formation.

C. Les langues

Le master intègre un enseignement visant la maîtrise d'au moins une langue étrangère conformément au cadre européen commun de référence pour les langues. L'enseignement de langue est dispensé de préférence sur les deux années du master. Cet enseignement est sanctionné par des crédits ECTS.

Afin de renforcer l'attractivité et la reconnaissance internationale du diplôme de master, certains enseignements peuvent être dispensés en langue étrangère, ou organisés en coopération avec des

établissements d'enseignement supérieur étrangers en application des dispositions des articles L. 121-3 et D. 613-17 et suivants du code de l'éducation.

D. Délivrance du diplôme de master

1. La délivrance du diplôme de master est subordonnée à la validation des deux derniers semestres d'enseignement.

Toutefois, le jury du second semestre de la 2^{ème} année de master procède à la compensation entre les deux semestres dans les termes du paragraphe VI. C. 5. A cet effet, il peut faire usage de points de jury.

2. Le semestre d'enseignement est validé dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Pour le calcul de la moyenne, il est tenu compte des coefficients attribués à chaque épreuve.

3. La validation d'un semestre entraîne l'attribution des crédits correspondants.

4. La défaillance à une épreuve fait obstacle à la validation du semestre.

5. La validation du diplôme de master confère le grade de master mention « droit privé » :

- parcours « droit privé général »
- parcours « contrat, biens et responsabilité »
- parcours « personne et famille »
- parcours « droit du patrimoine approfondi »
- parcours « droit des assurances »
- parcours « risques médicaux et responsabilité »
- parcours « droit de l'immobilier »
- parcours « histoire de la pensée juridique moderne »
- parcours « droit patrimonial vietnamo-français »
- parcours « droit et management de l'habitat social »
- parcours « droit privé »
- parcours « droit privé approfondi »

6. Le diplôme est assorti des mentions suivantes en fonction des notes obtenues en deuxième année de master pour l'ensemble de l'année :

- Passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10/20 ;
- Assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12/20 ;
- Bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14/20 ;
- Très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16/20.

7. **Supplément au diplôme** : pour favoriser la reconnaissance du parcours suivi par l'étudiant et développer la mobilité internationale, chaque diplôme est accompagné du supplément au diplôme mentionné au de l'article D. 123-13 du code de l'éducation. Ce document synthétique retrace l'ensemble des connaissances et compétences acquises durant le parcours de formation suivi par l'étudiant.

MAQUETTES DES ENSEIGNEMENTS

Pour davantage d'informations, veuillez contacter le service de la scolarité de rattachement.

Annexe au règlement de contrôle des connaissances type relative à la mise en œuvre d'une période de césure

Vu les articles L. 613-1, L. 611-12 et D. 611-13 à D. 611-20 du code de l'éducation ;

Vu la circulaire n° 2015-122 du 22 juillet 2015 ;

Vu le décret 2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur ;

Vu la circulaire n° 2019-030 du 10 avril 2019 relative à la mise en œuvre de la suspension temporaire des études dite période de césure dans les établissements publics.

La présente annexe au règlement de contrôle des connaissances type a pour objet de préciser les modalités de déroulement d'une période d'expérience personnelle dite de « césure », applicables en dehors de tout autre dispositif spécifique concourant aux mêmes fins proposées par l'établissement.

Pour chaque diplôme, le règlement de contrôle des connaissances met en application la présente annexe en définissant les modalités concrètes de réalisation de la période de césure.

1. Caractéristiques de la césure

Période de césure - La période dite « de césure » :

Le début d'une période de césure coïncide nécessairement avec celui d'un semestre universitaire

- Sa durée ne peut être inférieure à celle d'un semestre universitaire, ni supérieure à deux semestres consécutifs.
- Elle peut être effectuée dès le début de la première année de cursus mais ne peut l'être après la dernière année de cursus et devra se dérouler selon des périodes indivisibles équivalant à au moins un semestre universitaire et débutant obligatoirement en même temps qu'un semestre universitaire.
- Le téléservice défini par l'article D. 612-1 du code de l'éducation qui gère la procédure nationale de préinscription dans une formation initiale du premier cycle mentionnée à l'article L. 612-3 du code de l'éducation permet au candidat qui souhaite débuter une césure dès l'entrée dans l'enseignement supérieur de transmettre sa demande une fois qu'il a accepté la proposition d'inscription faite par l'établissement.
- Elle est effectuée sur la base d'un strict volontariat de l'étudiant qui s'y engage et ne peut être rendue nécessaire pour l'obtention du diplôme préparé avant et après cette suspension.

Non attribution possible d'ECTS.- La période de césure ne peut donner lieu à l'obtention d'ECTS en sus du nombre total d'ECTS délivré à l'issue de la formation. Un bilan de compétences pourra être établi par l'établissement et les compétences acquises, devront être portées au supplément au diplôme dans le cadre de l'obtention d'unités d'enseignement (UE) libres facultatives.

2. Modalités de la césure

La période de césure peut se dérouler **en France ou à l'étranger** et prendre l'une des formes suivantes :

Autre formation	Stage ou période de formation en milieu professionnel	Bénévolat	Engagement de service civique/service volontaire européen/volontariat associatif ou autres formes de volontariat (de solidarité, en administration ou en entreprise)	Entrepreneuriat	Travail
Maintien du statut d'étudiant et des droits afférents	Application de la réglementation sur les stages (Loi 2014-788, 10 juillet 2014)	Organisation couverture sociale de l'étudiant (Loi 2006-586, 23 mai 2006)	Application du code du service national ou de la réglementation propre aux autres formes de volontariat	Inscription au « Diplôme étudiant-entrepreneur »	Application du code du travail Basculement sur le régime des salariés ou équivalent

En toute hypothèse, l'étudiant est inscrit au sein de son établissement pendant la durée de sa période de césure et continue de bénéficier du statut d'étudiant. Il devra maintenir un lien constant avec son établissement en le tenant régulièrement informé du déroulement de celle-ci et de sa situation.

La période de césure peut se dérouler hors du territoire français :

C'est alors la législation du pays d'accueil qui s'applique dans les relations entre l'étudiant et l'organisme d'accueil, y compris s'il s'agit d'une période de formation disjointe de sa formation d'origine.

Formalités obligatoires que l'étudiant doit réaliser au préalable :

L'étudiant doit se rapprocher de sa caisse d'assurance maladie pour obtenir des informations sur les conditions permettant la prise en charge de ses frais médicaux.

S'il part dans un pays de l'Union Européenne, de l'espace économique européen ou en Suisse, il doit demander à sa caisse d'assurance maladie le formulaire E 106 / S1 « *Inscription en vue de bénéficier de la couverture d'assurance maladie* » ou la carte européenne d'assurance maladie (CEAM). Une fois sur place, ce formulaire lui permettra de s'inscrire auprès de l'institution d'assurance maladie de son lieu de résidence.

S'il part dans un pays hors Union Européenne / espace économique européen / Suisse, il doit informer sa caisse d'assurance maladie de son départ et de sa nouvelle adresse à l'étranger. Pour bénéficier d'une prise en charge de ses soins médicaux, l'étudiant doit souscrire une assurance

volontaire (qui ne le dispense pas de cotiser au régime obligatoire d'assurance maladie du nouveau pays de résidence) soit auprès de la Caisse des Français de l'étranger soit auprès d'une compagnie d'assurance privée, soit éventuellement auprès de l'institution de sécurité sociale du pays de résidence.

L'étudiant réalisant sa période de césure sous la forme d'un volontariat doit se rapprocher respectivement de :

- son organisme d'accueil pour l'engagement de service civique et le volontariat associatif ;
- l'agence Erasmus + jeunesse et sport pour un service volontaire européen ;
- Clong-volontariat pour un volontariat de solidarité internationale ;
- UbiFrance dans le cadre d'un volontariat en administration ou en entreprise et plus généralement du centre du volontariat international.

Il appartient à l'étudiant d'être individuellement couvert par une assurance en responsabilité civile, assistance juridique et rapatriement pour être protégé pendant toute la durée de son séjour à l'étranger.

3. Régime de la césure

Procédure.- Après son admission dans la formation, l'étudiant doit déposer auprès du directeur de la composante (par délégation du président de l'université) son projet de césure au minimum un mois ouvrable avant le début du semestre.

Tout projet de césure, formalisé par une lettre de motivation indiquant la nature, les modalités de réalisation, les objectifs du projet est soumis à l'approbation du président de l'université, et par délégation du directeur de la composante.

Toute décision de refus doit être motivée par écrit et contenir les voies et délais de recours (administratifs et contentieux).

« Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours administratif qui doit être formé dans les deux mois qui suivent la décision que vous contestez, peut prendre la forme d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle d'un recours hiérarchique auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les deux mois qui suivent votre recours,*
- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, par une décision expresse ou par une décision implicite de rejet en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.*

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Paris (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès du Tribunal Administratif de Paris.

Le délai de deux mois est un délai franc qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars). »

Lorsque l'étudiant souhaite interrompre la période de césure avant le terme prévu dans la convention mentionnée ci-dessous, la réintégration dans la formation ne peut intervenir sans l'accord du président ou du directeur de l'établissement.

Convention pédagogique.- Lorsque le directeur de la composante (sur délégation du président de l'université) donne son accord à la demande de césure, l'établissement (et le cas échéant, le nouvel établissement d'accueil) signe avec l'étudiant, qui suspend sa scolarité, un accord prenant la forme d'une convention pédagogique qui comporte les mentions obligatoires suivantes :

- Les modalités de sa réintégration ou son inscription au sein de la formation dans le semestre ou l'année suivant ceux validés par l'étudiant avant sa suspension, y compris lorsqu'il s'agit de formations sélectives pour lesquelles l'établissement doit être en mesure de réservé une capacité d'inscription à l'étudiant lors de son retour ([V. modèle de convention pédagogique sur le site internet](#)) ;
- Le dispositif d'accompagnement pédagogique ;
- Les modalités de validation de la période de césure par l'attribution de crédits du système européen d'unités d'enseignement capitalisables et transférables.

Modalité de validation de la période de césure :

La validation de l'année de césure donne lieu à l'obtention de 10 ECTS qui s'ajoutent au nombre total de crédits européens délivrés à l'issue de la formation et qui n'entraîne aucune dispense d'enseignement ou de stage. Un certificat spécifique lié à l'année de césure est alors délivré.

Droits d'inscription.- L'étudiant en période de césure est nécessairement inscrit au sein de son établissement d'origine. Il se verra ainsi délivrer une carte d'étudiant lui permettant de bénéficier de son statut d'étudiant.

Lorsque le diplôme préparé dans l'établissement d'inscription est un diplôme national, l'étudiant acquitte des droits de scolarité au taux réduit prévu dans l'annexe de l'arrêté fixant les droits de scolarité d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Bourse.- Si la période de césure consiste en une autre formation, l'éligibilité de l'étudiant à la bourse est soumise aux conditions de droit commun attachées à la nature de sa formation (à savoir relever de la compétence du Ministre chargé de l'enseignement supérieur conduisant à un diplôme national de l'enseignement supérieur ou être habilitée à recevoir des boursiers). Le maintien de la bourse est soumis aux conditions de progression, d'assiduité aux cours et de présence aux examens fixées dans le cadre du droit commun.

Dans les autres cas, le droit à bourse peut être maintenu sur décision de l'établissement, qui se prononce sur la dispense ou non de l'étudiant de son obligation à assiduité durant sa période de césure. La décision sera prise en fonction de la relation entre la thématique de la césure et la formation dispensée au sein de l'établissement.

Lorsque le droit à bourse est maintenu, celui-ci entre dans le décompte du nombre total de droits à bourse ouverts à l'étudiant au titre de chaque cursus.

Protection sociale.- Pour ce qui est du risque maladie et maternité, le droit commun reste apparemment applicable : l'étudiant en position de césure doit s'inscrire dans son établissement d'origine. Étant inscrit en tant qu'étudiant, il doit en principe s'acquitter auprès de l'université d'origine de la cotisation à la sécurité sociale étudiante, s'il ne dépend d'aucun autre régime et qu'il remplit les conditions (notamment d'âge).

Pour les autres risques (AT en France, couverture maladie/rapatriement/AT à l'étranger), il convient que l'étudiant effectue les formalités nécessaires pour se procurer une couverture.

L'établissement doit informer le CROUS de la situation de l'étudiant concerné pendant et après sa période de césure.

Master 1ère année parcours "droit privé" (M1E401)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 1					
UE 1 :			8	15	
Cours obligatoire	<i>Droit judiciaire privé</i>	33	16,5	4	8
Cours obligatoire	<i>Droit international privé 1</i>	33	0	2	4
Cours optionnel	1 matière à choisir				
Cours optionnel	<i>EU Substantive Law</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>Comparatif Law</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>histoire de la pensée juridique</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>philosophie du droit</i>	33	0	2	3
UE 2 :			8	15	
Cours obligatoire	<i>Régimes matrimoniaux</i>	33	16,5	4	8
Cours obligatoire	<i>Droit bancaire</i>	33	0	2	4
Cours optionnel	1 matière à choisir				
Cours optionnel	<i>droit de l'environnement</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>propriété industrielle</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>principes de la fiscalité des entreprises</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>droit des assurances</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>droit pénal international</i>	33	0	2	3
Cours obligatoire	<i>méthodologie de la recherche et documentation juridique</i>	9		-	-
Total		438	33		30
			471		
Volume horaire étudiant		207	33		
Semestre 2					
UE 1 :			8	15	
Cours obligatoire	<i>sûretés</i>	33	16,5	4	8
Cours obligatoire	<i>Entreprises en difficulté</i>	33	0	2	4
Cours optionnel	1 langue au choix				
Cours optionnel	<i>anglais</i>	0	18	2	3
Cours optionnel	<i>allemand</i>	0	18	2	3
Cours optionnel	<i>espagnol</i>	0	18	2	3
Cours optionnel	<i>russe</i>	0	18	2	3
UE 2 :			8	15	
Cours obligatoire	<i>Successions</i>	33	16,5	4	8
Cours obligatoire	<i>Droit international privé 2</i>	33	0	2	4
Cours optionnel	1 matière à choisir				
Cours optionnel	<i>propriété littéraire et artistique</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>fiscalité des groupes de sociétés</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>droit pénal spécial</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>procédures civiles d'exécution</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>Common Law(en français)</i>	33	0	2	3
Cours optionnel	<i>projet personnel *</i>	15		2	3
* soumis à l'approbation du directeur de la formation					
Total		312	105		30
			417		
Volume horaire étudiant		165	51		
Total annuel		750	138		60
			888		

Master 2ème année parcours "droit privé général" (MIE501)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 3					
UE 1			3	12	
Cours obligatoire	Théorie générale du droit privé		15	1	4
Cours optionnel	<i>2 cours à choisir*</i>				
Cours optionnel	<i>droit du contrat et régimes de l'obligation</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>droit de la responsabilité</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>droit de la famille</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>droit des biens et du patrimoine</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>droit pénal et procédure pénale</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>fondement historique de la pensée juridique</i>		24	1	4
Cours optionnel	<i>théorie des droits fondamentaux</i>		15	1	4
UE 2			4	18	
séminaire obligatoire	<i>sources du droit</i>		15	1	6
séminaire optionnel	<i>3 séminaires à choisir</i>				
séminaire optionnel	<i>droit du contrat</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit de la responsabilité</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit de la famille</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>Droit privé comparé : Droit comparé des obligations</i>		20	1	4
séminaire optionnel	<i>grands problèmes contemporains</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit judiciaire privé 1</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit pénal général</i>		15	1	4
	<i>bonification langue</i>				
Total		254	0	30	
		254			
Volume horaire étudiant		105	0		
Semestre 4					
UE 1			3	12	
Cours obligatoire	<i>Théorie générale du droit privé</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>2 cours à choisir*</i>				
Cours optionnel	<i>droit du contrat et régime de l'obligation 2</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>droit de la responsabilité 2</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>droit et politique des droits de la personne humaine</i>		24	1	4
Cours optionnel	<i>droit de la famille 2</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>droit des biens et du patrimoine 2</i>		15	1	4
Cours optionnel	<i>droit pénal et procédure pénale 2</i>		15	1	4
UE 2			5	18	
séminaire obligatoire	<i>histoire du droit privé</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>3 séminaires à choisir</i>				
séminaire optionnel	<i>droit de la responsabilité 2</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit du contrat 2</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit de la famille 2</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>grands problèmes contemporains 2</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>procédure pénale</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit anglais</i>		15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit judiciaire privé 2</i>		15	1	4
Cours obligatoire	<i>mémoire</i>			1	2
Total		234	0	30	
		234			
Volume horaire étudiant		105	0		
Total annuel		488	0	60	
		488			

Master 2ème année parcours "contrat, responsabilité et biens" (MIE502)				
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 3				
UE 1 : "cours"				3 12
Cours obligatoire	<i>droit du contrat et régime de l'obligation</i>	15		1 4
Cours obligatoire	<i>droit de la responsabilité</i>	15		1 4
Cours obligatoire	<i>droit des biens et du patrimoine</i>	15		1 4
UE 2 : "séminaires"				5 18
séminaire obligatoire	<i>droit du contrat 1</i>	15		1 6
séminaire obligatoire	<i>droit des biens 1</i>	15		1 4
séminaire obligatoire	<i>droit de la responsabilité 1</i>	15		1 4
séminaire optionnel	2 séminaires à choisir parmi			
séminaire optionnel	<i>sources du droit</i>	15		1 2
séminaire optionnel	<i>droit des contrats spéciaux 1</i>	15		1 2
séminaire optionnel	<i>Droit judiciaire privé 1</i>	15		1 2
séminaire optionnel	<i>sociétés civiles</i>	15		1 2
	<i>bonification langue</i>			
Total		150	0	30
Volume horaire étudiant		120	0	
Semestre 4				
UE 1 : " cours"				3 12
Cours obligatoire	<i>droit du contrat et régimes de l'obligation 2</i>	15		1 4
Cours obligatoire	<i>droit de la responsabilité 2</i>	15		1 4
cours obligatoire	<i>droit des biens et du patrimoine 2</i>	15		1 4
UE 2 : "séminaires et mémoire"				7 18
séminaire obligatoire	<i>droit du contrat 2</i>	15		1 4
séminaire obligatoire	<i>droit des biens 2</i>	15		1 4
séminaire obligatoire	<i>droit de la responsabilité 2</i>	15		1 4
séminaire optionnel	2 séminaires à choisir parmi			
séminaire optionnel	<i>régime de l'obligation</i>	15		1 2
séminaire optionnel	<i>droit des sûretés et du crédit</i>	15		1 2
séminaire optionnel	<i>droit des contrats spéciaux 2</i>	15		1 2
séminaire optionnel	<i>droit judiciaire privé 2</i>	15		1 2
séminaire optionnel	<i>fiscalité du patrimoine</i>	15		1 2
séminaire optionnel	<i>droit anglais</i>	15		1 2
	<i>Mémoire obligatoire</i>			2 2
stage si non fait en M1			VAL	
Total		180	0	30
180				
Volume horaire étudiant (semestre 4)		120		
volume total annuel étudiant		240	0	60
Total annuel		285		

Master 2ème année parcours "personne et famille" (MIE503)				
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 3				
UE 1 : "3 cours obligatoires"			3	14
Cours obligatoire	<i>droit des personnes</i>	15	1	5
Cours obligatoire	<i>droit de la famille</i>	15	1	5
Cours obligatoire	<i>théorie générale du droit privé</i>	15	1	4
UE 2 : "2 séminaires obligatoires et 2 séminaires à choisir parmi les 5 optionnels"			4	16
séminaire obligatoire	<i>droit de la famille 1</i>	15	1	4
séminaire obligatoire	<i>droit des régimes matrimoniaux</i>	15	1	4
séminaire optionnel	<i>contentieux familial</i>	15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit des incapacités</i>	15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit international privé des personnes et de la famille</i>	15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit de la responsabilité 1</i>	15	1	4
séminaire optionnel	<i>droit du contrat 1</i>	15	1	4
	<i>bonification langue</i>			
Total		150	0	30
		150		
Volume horaire étudiant		105	0	
Semestre 4				
UE 1 : "3 cours obligatoires"			3	14
Cours obligatoire	<i>droit des personnes</i>	15	1	5
Cours obligatoire	<i>droit de la famille 2</i>	15	1	5
Cours obligatoire	<i>théorie générale du droit privé</i>	15	1	4
UE 2 : "2 séminaires obligatoires et 2 séminaires à choisir parmi les 5 optionnels"			4	12
séminaire obligatoire	<i>droit de la famille 2</i>	15	1	3
séminaire obligatoire	<i>droit des successions et des libéralités</i>	15	1	3
séminaire optionnel	<i>droit des personnes</i>	15	1	3
séminaire optionnel	<i>droit de la responsabilité 2</i>	15	1	3
séminaire optionnel	<i>droit pénal des personnes</i>	15	1	3
séminaire optionnel	<i>approche interdisciplinaire et comparative</i>	15	1	3
séminaire optionnel	<i>droit du contrat 2</i>	15	1	3
UE 3			2	4
	<i>mémoire</i>		2	4
	<i>stage si non fait en M1</i>		VAL	
Total		150	0	30
		150		
Volume horaire étudiant		105	0	
Total annuel		300	0	60
		300		

Master 2ème année
parcours "droit privé" IED (MIV507)

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM : Regroupement s et cours en ligne (HCM)	TD : Bulletins de liaison (HTD)	Coef.	ECTS
Semestre 1				
UE 1 : Cours fondamentaux				15 12
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats et régime de l'obligation</i>	15	5	4
Cours obligatoire	<i>Droit des biens et des sûretés</i>	15	5	4
Cours obligatoire	<i>Droit judiciaire privé</i>	15	5	4
UE 2 : Séminaires (3 parmi 7 proposés)				15 12
Séminaire optionnel	<i>Droit des affaires</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Droit pénal et procédure pénale approfondis</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Droit du commerce international</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Théorie générale et philosophie du droit</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire de la pensée juridique et anthropologie juridique</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire et théorie des sources du droit</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire et droit comparé des obligations</i>	15	5	4
Total		90	0,0	24
Volume horaire étudiant		90,0		
Semestre 2				
UE 1 : cours fondamentaux				10 12
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats et régime de l'obligation</i>	15	5	4
Cours obligatoire	<i>Droit des biens et des sûretés</i>	15	5	4
Cours obligatoire	<i>Droit judiciaire privé</i>	15	5	4
UE 2 : Séminaires (3 parmi 7 proposés)				15 12
Séminaire optionnel	<i>Droit des affaires</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Droit pénal et procédure pénale approfondis</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Droit du commerce international</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Théorie générale et philosophie du droit</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire de la pensée juridique et anthropologie juridique</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire et théorie des sources du droit</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire et droit comparé des obligations</i>	15	5	4
UE 3 : Mémoire				5 12
Cours obligatoire	<i>Mémoire ou conception d'un dispositif vidéo</i>	30	5	12
Total		120	0,0	30 36
Volume horaire étudiant		0,00		
Total annuel		210	0,0	30 60

Master 2ème année parcours "droit des assurances" (MPE503)				
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 3				
UE 1 : "enseignements théoriques"				5 12
Cours obligatoire	<i>contrat d'assurance</i>	30	2	6
Cours obligatoire	<i>droit de la responsabilité civile</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>entreprise d'assurance</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>assurance dommage</i>	15	1	2
UE 2 : "enseignements pratiques"				7 18
Cours obligatoire	<i>assurance et dommage corporel</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>assurance maritime</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>DIP et assurances</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>Economie de l'assurance</i>	20	1	4
Cours obligatoire	<i>Comptabilité</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>Gestion des risques</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>conférences</i>	20	1	4
Total		190	0	30
		190		
Volume horaire étudiant		190	0	
Semestre 4				
UE 1 : " enseignements théoriques"				4 8
Cours obligatoire	<i>histoire de l'assurance</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>assurance construction</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>assurance vie</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>assurance automobile</i>	15	1	2
UE 2 : "enseignements pratiques"				8 22
Cours obligatoire	<i>assurance des professionnels de santé</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>Assurance et environnement</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>fiscalité de l'assurance</i>	20	1	5
Cours obligatoire	<i>assurance de personnes</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>Retraite et prévoyance</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>Pratique de l'assurance-vie</i>	15	1	2
Cours obligatoire	<i>Anglais juridique</i>	20	1	5
	<i>stage ou mémoire</i>		1	2
Total		175	0	30
		175		
Volume horaire étudiant		175	0	
Total annuel		365	0	60
		365		

Master 2ème année parcours "droit des assurances" (MPE50X)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 3					
UE 1 : "enseignements théoriques"			5	12	
Cours obligatoire	<i>contrat d'assurance</i>	30		2	6
Cours obligatoire	<i>droit de la responsabilité civile</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>entreprise d'assurance</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>assurance dommage</i>	15		1	2
UE 2 : "enseignements pratiques"			7	18	
Cours obligatoire	<i>assurance et dommage corporel</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>assurance maritime</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>DIP et assurances</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>Economie de l'assurance</i>	20		1	4
Cours obligatoire	<i>Comptabilité</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>Gestion des risques</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>conférences</i>	20		1	4
Total		190	0		30
		190			
Volume horaire étudiant		190	0		
Semestre 4					
UE 1 : " enseignements théoriques"			4	8	
Cours obligatoire	<i>histoire de l'assurance</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>assurance construction</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>assurance vie</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>assurance automobile</i>	15		1	2
UE 2 : "enseignements pratiques"			8	22	
Cours obligatoire	<i>assurance des professionnels de santé</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>Assurance et environnement</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>fiscalité de l'assurance</i>	20		1	5
Cours obligatoire	<i>assurance de personnes</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>Retraite et prévoyance</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>Pratique de l'assurance-vie</i>	15		1	2
Cours obligatoire	<i>Anglais juridique</i>	20		1	5
	<i>stage ou mémoire</i>			1	2
Total		175	0		30
		175			
Volume horaire étudiant		175	0		
Total annuel		365	0		60
		365			

Master 2ème année parcours "risques médicaux et responsabilités" (MIE50N)						
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)			Volume		Info RCC	
	CM	TD	Coef.	ECTS		
Semestre 3					4	16
UE 1					4	16
Cours obligatoire	<i>histoire de la responsabilité médicale et des scandales sanitaires</i>			15		1
Cours obligatoire	<i>droits fondamentaux et santé</i>			15		1
Cours obligatoire	<i>droit de la responsabilité civile</i>			15		1
Cours obligatoire	<i>responsabilité médicale comparée</i>			15		1
UE 2					3	14
	<i>3 séminaires</i>					
séminaire obligatoire	<i>ONIAM : compétence générale</i>			15		1
séminaire obligatoire	<i>droit pénal</i>			15		1
séminaire obligatoire	<i>assurances des professionnels de santé</i>			15		1
	<i>bonification langue</i>					
Total			105	0		30
			105			
Volume horaire étudiant			105	0		
Semestre 4						
UE 1					4	16
Cours obligatoire	<i>droit de la responsabilité médicale</i>			15		1
Cours obligatoire	<i>sécurité sanitaire, alimentaire et environnemental des produits de santé</i>			15		1
Cours obligatoire	<i>assurance et dommage corporel</i>			15		1
Cours obligatoire	<i>Bioéthique et biotechnologie</i>			15		1
UE 2					4	14
	<i>3 séminaires</i>					
séminaire obligatoire	<i>ONIAM : contentieux spécifiques</i>			15		1
séminaire obligatoire	<i>pratique du contentieux public et privé</i>			15		1
séminaire obligatoire	<i>Travaux pratiques</i>			15		1
	<i>mémoire ou rapport de stage</i>					2
Total			105	0		30
			105			
Volume horaire étudiant			105	0		
Total annuel					210	60
					210	

Master 2ème année
parcours "droit de l'immobilier" (MIA506, MIA512)

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)		Volume Horaire		Info RCC	
		CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 3					
UE 1 : Enseignements fondamentaux				6	15
Cours obligatoire	Méthodologie de la recherche et documentation juridique (obligatoire si non suivi en M1)	9	0	VAL	0
Cours obligatoire	Droit privé des biens	30	0	2	5
Cours obligatoire	Droit public des biens	30	0	2	5
Cours obligatoire	Droit privé de la construction	30	0	2	5
UE 2 : Enseignements Complémentaires				5	9
Séminaire obligatoire	Droit des contrats privés immobiliers	15	0	1	2
Séminaire obligatoire	Pratique du contentieux de l'urbanisme	15	0	1	2
Séminaire obligatoire	Droit des sociétés de construction et droit des baux 1	15	0	1	2
Séminaire obligatoire	Droit de la copropriété 1	15	0	1	2
Séminaire obligatoire	Droit Immobilier Anglais/Droit immobilier en Anglais	15	0	1	1
UE 3 : Enseignements Spécialisation				4	6
Séminaire obligatoire	Assurances	15	0	1	2
Séminaire obligatoire	Droit des contrats publics immobiliers	15	0	1	2
Séminaire obligatoire	Droit de l'habitat 1	15	0	1	1
Séminaire obligatoire	Responsabilité des constructeurs	21	0	1	1
Enseignements complémentaires (apprentissage)	Pré-rentrée d'intégration	2h			
	ateliers complémentaires et/ou tutorat	4h			
	Evaluations	14h			
Total		231	0	30	
Volume horaire étudiant		231			
Semestre 4					
UE 1 : Enseignements fondamentaux				6	15
Cours obligatoire	Droit de l'urbanisme	30	0	2	5
Cours obligatoire	Fiscalité immobilière	30	0	2	5
Cours obligatoire	Economie de l'immobilier	21	0	2	5
UE 2 Enseignements Complémentaires				6	9
Séminaire obligatoire	Droit des contrats privés immobiliers 2	15	0	1	2
Séminaire obligatoire	Droit de l'environnement	15	0	1	1
Séminaire obligatoire	Financement des opérations d'aménagement et de construction	15	0	1	2
Séminaire obligatoire	Opérations d'aménagement et d'urbanisme	30	0	1	2
Séminaire obligatoire	Droit de la copropriété 2	15	0	1	1
Séminaire obligatoire	Droit Immobilier Anglais/Droit immobilier en Anglais	15	0	1	1
UE 3 : Enseignements de Spécialisation				3	3
Séminaire obligatoire	Marchés publics	15	0	1	1
Séminaire obligatoire	Droit des sociétés de construction et droit des baux 2	15	0	1	1
Séminaire obligatoire	Droit de l'habitat 2	15	0	1	1
UE 4 : Expérience professionnelle				2	3
	Stage	-	-	2	3
Enseignements complémentaires	ateliers complémentaires et/ou tutorat	4h			
	Soutenance de mémoire/Grand oral	2h			
	Evaluations	14h			
Total		231	0	30	
Volume horaire étudiant		231			
Total annuel		462	0	60	
		465			

Master 2ème année parcours "histoire de la pensée juridique moderne" (MRE50A) (partenariat Paris 5)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 1					
UE 1 :			4	8	
Cours obligatoire	<i>Fondements historiques de la pensée juridique (époque moderne)</i>	24	0	4	8
UE 2 :			4	8	
Cours obligatoire	<i>Histoire de la doctrine juridique (époque contemporaine)</i>	24	0	4	8
UE 3 :			4	8	
Cours obligatoire	<i>Fondements romains des droits en Europe</i>	24	0	4	8
UE 4 :			3	6	
Cours obligatoire	<i>Méthodologie et sources</i>	24	0	3	6
Bonification	<i>Langue</i>				
Expérience en milieu professionnel*					
			VAL	VAL	
Total	96	0		30	
	96				
Volume horaire étudiant					
Semestre 2					
UE 1 :			2	4	
Cours obligatoire	<i>Problématiques actuelles d'histoire du droit</i>	24	0	2	4
UE 2 :			2	4	
Cours obligatoire	<i>Histoire des systèmes juridiques européens</i>	36	0	2	4
UE 3 :			2	4	
Cours obligatoire	<i>Confronting legal systems</i>	24	0	2	4
UE 4 :			9	18	
	<i>mémoire</i>		9	18	
bonification			0	0	
Enseignement d'ouverture	<i>Clinique juridique</i>	20			
Expérience en milieu professionnel*					
*Stage obligatoire d'1 mois minimum, si non réalisé en M1			VAL	VAL	
Total	80	0		30	
	80				
Volume horaire étudiant					
Total annuel	176	0		60	
	176				

Master 2ème année parcours "histoire de la pensée juridique moderne" (MRE50B) (étudiants de Paris 5)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 1					
UE 1 :			4	8	
Cours obligatoire	<i>Fondements historiques de la pensée juridique (époque moderne)</i>	24	0	4	8
	UE 2 :			4	8
Cours obligatoire	<i>Histoire de la doctrine juridique (époque contemporaine)</i>	24	0	4	8
	UE 3 :			4	8
Cours obligatoire	<i>Fondements romains des droits en Europe</i>	24	0	4	8
	UE 4 :			3	6
Cours obligatoire	<i>Méthodologie et sources</i>	24	0	3	6
Bonification	<i>Langue</i>				
Expérience en milieu professionnel*					VAL VAL
Total		96	0		30
			96		
Volume horaire étudiant					
Semestre 2					
UE 1 :			2	4	
Cours obligatoire	<i>Problématiques actuelles d'histoire du droit</i>	24	0	2	4
	UE 2 :			2	4
Cours obligatoire	<i>Histoire des systèmes juridiques européens</i>	36	0	2	4
	UE 3 :			2	4
Cours obligatoire	<i>Confronting legal systems</i>	24	0	2	4
	UE 4 :			9	18
	<i>mémoire</i>			9	18
bonification					0 0
Enseignement d'ouverture	<i>Clinique juridique</i>	20			
Expérience en milieu professionnel*					VAL VAL
<i>*Stage obligatoire d'1 mois minimum, si non réalisé en M1</i>					
Total		80	0		30
			80		
Volume horaire étudiant					
Total annuel		176	0		60
			176		

Master 2ème année parcours "droit patrimonial vietnamo-français" (MPE5D2)				
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 1				
UE 1 "Droit patrimonial français"			5	25
Cours obligatoire	<i>Droit commercial</i>	0	20	1
Cours obligatoire	<i>Authentit�� et actes courants</i>	0	20	2
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats spéciaux</i>	0	20	1
Cours obligatoire	<i>Droit international privé</i>	0	20	1
UE 2 "Droit patrimonial vietnamien"			2,5	12,5
Cours obligatoire	<i>Gestion du patrimoine</i>	0	10	0,5
Cours obligatoire	<i>Pratiques notariales vietnamienne</i>	0	20	2
UE 3 Langue française et terminologie juridique franco			1	2,5
Cours obligatoire	<i>Langue française et terminologie juridique francohone et anglophone</i>		20	1
				2,5
Total	0	110		40
	110			
Volume horaire étudiant	0	110		
Semestre 2				
UE 4 Pratiques notariales comparées ou mémoire			3	10
Cours obligatoire	<i>Pratiques notariales comparées ou mémoire</i>		60	3
UE 5 Stage (2 mois minimum)			3	10
Total	0	60		20
	60			
Volume horaire étudiant	0	60		
Total annuel	0	170		60
	170			

Master 1ère année parcours "droit privé" IED (M1V401)				
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM : Regroupeme nts et cours en ligne (HTD)	TD : Bulletins de liaison (HTD)	Coef	ECTS
Semestre 1			8	
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	15
Cours obligatoire	<i>Droit bancaire</i>	63	12	2
Cours obligatoire	<i>Droit international privé I</i>	36	6	1
Cours obligatoire	<i>Histoire de la pensée juridique</i>	36	6	1
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			4	15
Cours obligatoire	<i>Droit judiciaire privé</i>	63	12	2
Cours obligatoire	<i>Droit des assurances</i>	36	6	1
Cours obligatoire	<i>Droit pénal spécial</i>	36	6	1
Total		270	48	8
			318	
Volume horaire étudiant				30
 Semestre 2			8	
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	15
Cours obligatoire	<i>Droit des sûretés</i>	63	12	2
Cours obligatoire	<i>Droit des entreprises en difficultés</i>	36	6	1
Cours obligatoire	<i>Langue (anglais, espagnol, allemand)</i>	36	6	1
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			4	15
Cours obligatoire	<i>Droit international privé II</i>	63	12	2
Cours obligatoire	<i>Droit des successions</i>	36	6	1
Cours obligatoire	<i>Propriété intellectuelle</i>	36	6	1
Total		270	48	8
			318	
Volume horaire étudiant				
 Total annuel		540	96	16
			636	

Master 2 ème année					
parcours "droit et management de l'habitat social" (MPT512 et MPT513)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)		Volume Horaire		Info RCC	
		CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 1					
UE 1 : Savoirs fondamentaux				13	17
Cours obligatoire	Droit des contrats et contrats spéciaux	21	0	4	4
Cours obligatoire	Droit du travail et des relations sociales	21	0	2	4
Cours obligatoire	Politiques de l'habitat et du logement social	14	0	3	3
Cours obligatoire	Droit de l'urbanisme	14	0	2	2
Cours obligatoire	Gestion locative : droit et pratique	14	0	1	2
Cours obligatoire	Institutions juridiques et contentieux du logement social	14	0	1	2
UE 2 : Savoirs spécialisés				7	13
Cours obligatoire	Stratégie et management des organismes de logement social	28	0	2	3
Cours obligatoire	Maîtrise d'ouvrage social et commande publique : droit et pratique	14	0	1	2
Cours obligatoire	Accession sociale à la propriété	14	0	1	2
Cours obligatoire	Economie du logement social	14	0	1	2
Cours obligatoire	Socio-démographie de l'habitat social	14	0	1	2
Cours obligatoire	Communication interne et externe	14	0	1	2
Total		196	0		30
		196			
Volume horaire étudiant		196			
Semestre 2					
UE 1 : Savoirs professionnels				10	19
Cours obligatoire	Mémoire et soutenance	0	0	6	12
Cours obligatoire	Méthodologie	7	14	0	0
Séminaire obligatoire	Etude de cas et mise en situation	30	0	4	7
UE 2 : Savoirs spécialisés				4	7
Cours obligatoire	Analyse financière et comptable des organismes de logement social	28	0	2	3
Cours obligatoire	Droit de l'environnement	14	0	1	2
Cours obligatoire	Vente Hlm et copropriété : droit et pratique	14	0	1	2
UE 3 : Savoirs manageriaux				2	4
Cours obligatoire	Relations institutionnelles	14	0	1	2
Cours obligatoire	Référentiels de performance des organismes de logement social	14	0	1	2
Total		121	14	0	30
		135			
Volume horaire étudiant		135			
Total annuel		317	21		60
		331			

**Master 1ère année
parcours "droit privé" IED (M1V401)**

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM : Regroupeme nts et cours en ligne (HTD)	TD : Bulletins de liaison (HTD)	Coef	ECTS
Semestre 1			8	
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	15
Cours obligatoire <i>Droit bancaire</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit international privé I</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Histoire de la pensée juridique</i>	36	6	1	4
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			4	15
Cours obligatoire <i>Droit judiciaire privé</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit des assurances</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Droit pénal spécial</i>	36	6	1	4
Total	270	48	8	30
Volume horaire étudiant				30
Semestre 2			8	
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	15
Cours obligatoire <i>Droit des sûretés</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit des entreprises en difficultés</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Langue (anglais, espagnol, allemand)</i>	36	6	1	4
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			4	15
Cours obligatoire <i>Droit international privé II</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit des successions</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Propriété intellectuelle</i>	36	6	1	4
Total	270	48	8	30
Volume horaire étudiant				
Total annuel	540	96	16	60
			636	

**Master 2ème année
parcours "droit privé" IED (MIV507)**

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM : Regroupement s et cours en ligne (HCM)	TD : Bulletins de liaison (HTD)	Coef.	ECTS
Semestre 1				
UE 1 : Cours fondamentaux				15 12
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats et régime de l'obligation</i>	15	5	4
Cours obligatoire	<i>Droit des biens et des sûretés</i>	15	5	4
Cours obligatoire	<i>Droit judiciaire privé</i>	15	5	4
UE 2 : Séminaires (3 parmi 7 proposés)				15 12
Séminaire optionnel	<i>Droit des affaires</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Droit pénal et procédure pénale approfondis</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Droit du commerce international</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Théorie générale et philosophie du droit</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire de la pensée juridique et anthropologie juridique</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire et théorie des sources du droit</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire et droit comparé des obligations</i>	15	5	4
Total		90	0,0	24
Volume horaire étudiant		90,0		
Semestre 2				
UE 1 : cours fondamentaux				10 12
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats et régime de l'obligation</i>	15	5	4
Cours obligatoire	<i>Droit des biens et des sûretés</i>	15	5	4
Cours obligatoire	<i>Droit judiciaire privé</i>	15	5	4
UE 2 : Séminaires (3 parmi 7 proposés)				15 12
Séminaire optionnel	<i>Droit des affaires</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Droit pénal et procédure pénale approfondis</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Droit du commerce international</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Théorie générale et philosophie du droit</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire de la pensée juridique et anthropologie juridique</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire et théorie des sources du droit</i>	15	5	4
Séminaire optionnel	<i>Histoire et droit comparé des obligations</i>	15	5	4
UE 3 : Mémoire				5 12
Cours obligatoire	<i>Mémoire ou conception d'un dispositif vidéo</i>	30	5	12
Total		120	0,0	30 36
Volume horaire étudiant		0,00		
Total annuel		210	0,0	30 60

Master 2ème année parcours "droit international, européen et comparé" IED (MIV511)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM : Regroupements et cours en ligne (HCM)	TD : Bulletins de liaison (HTD)	Coef.	ECTS	
Semestre 1					
UE 1 : Cours fondamentaux					9 15
Cours obligatoire	<i>Droit du commerce international</i>	18		3	5
Cours obligatoire	<i>Droit international économique</i>	18		3	5
Cours obligatoire	<i>Droit privé comparé</i>	18		3	5
UE 2 : Séminaires (4 au choix parmi 6 proposés)					8 12
Séminaire optionnel	<i>Business and Human Rights</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Droit international de la santé</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Droit international de la concurrence</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Droit fiscal international</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Propriété intellectuelle: Approche internationale et comparée</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Introduction aux systèmes de droits africains</i>	14		2	3
UE 3 : Séminaire méthodologique					1 3
Séminaire obligatoire	<i>Recherche approfondie et méthode pour rédiger un mémoire en droit/film ou un audio</i>	12		1	3
Total		122			30
Volume horaire étudiant		122,0			
Semestre 2					
UE 1 : cours fondamentaux					9 12
Cours obligatoire	<i>Droit privé comparé</i>	18		3	4
Cours obligatoire	<i>Droit international public appronfodi</i>	18		3	4
Cours obligatoire	<i>Protection régionale comparée des droits de l'Homme</i>	18		3	4
UE 2 : Séminaires (4 parmi 6 proposés)					8 12
Séminaire optionnel	<i>Droit des investissements</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Arbitrage international</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Mobilité européenne et internationale des personnes</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Le droit à l'épreuve du changement climatique</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Globalisation and social justice</i>	14		2	3
Séminaire optionnel	<i>Introduction aux droits asiatiques</i>	14		2	3
UE 3 : Rapport ou Mémoire					6 6
Cours obligatoire	<i>Rapport de stage ou mémoire ou réalisation d'un film ou d'un audio en groupe</i>			6	6
Total		110	0,0		30
Volume horaire étudiant		110,00			
Total annuel		232,00	0,00		60